

COMMUNIQUE

PARIS LE 16 NOVEMBRE 2006

POUVOIR D'ACHAT, SERVICES PUBLICS, CONDITIONS DE TRAVAIL, EMPLOIS, MOBILISATIONS EN CONTINUITE.

Le mois de novembre aura vu se multiplier les mobilisations dans plusieurs secteurs (Banque de France, SNCF, La Poste, Impôts, Douanes, AFPA...)

Face à des politiques qui frappent de plein fouet les services publics, les salariés ont su réagir et montrer leur détermination.

Dans le secteur privé, les luttes se multiplient aussi contre les licenciements, la précarité et pour le pouvoir d'achat : (Caisse d'Epargne, La Redoute, ...).

Au-delà des problèmes particuliers de chaque secteur, les motifs de mobilisations sont convergents :

- Lutte pour le pouvoir d'achat
- Dégradation des conditions de travail
- Suppressions d'emplois
- Casse du service public notamment par la suppression de sites et par les restructurations.

La casse du service public et les pertes de pouvoir d'achat se matérialisent concrètement par un budget qui sera voté définitivement le 21 novembre prochain et qui dans la lignée des précédents se traduit par :

- Des allègements d'impôt essentiellement au bénéfice des ménages les plus riches,
- Une réduction des emplois de fonctionnaires à l'heure où les besoins se font de plus en plus durement ressentir dans un grand nombre de secteurs, comme à l'éducation nationale par exemple,
- Plus généralement, la tentation de jouer sur la peur de la dette et de la concurrence fiscale dans le seul but de réduire les politiques publiques et la redistribution sociale.

Alors que le pouvoir d'achat d'une majorité des français est en berne (pendant le même temps, les riches sont toujours plus riches), les choix du gouvernement aggravent la fracture existante entre la minorité qui bénéficie des allègements d'impôts (baisse de l'impôt sur le revenu, mise en œuvre du bouclier fiscal...) et l'immense majorité qui voit surtout d'autres prélèvements augmenter (comme la taxe d'habitation par exemple) et qui subit le recul des services publics.

Face à ce budget et à ces politiques publiques synonymes de destructions de services publics et de dégradations pour les personnels, l'Union syndicale Solidaires (déjà présente par ses syndicats membres dans les luttes) appuiera toutes les initiatives unitaires.

Ainsi, elle soutient l'initiative de l'intersyndicale de l'enseignement supérieur et de la recherche qui appelle à des actions le 21 novembre prochain, jour du vote définitif du budget 2007.

Les mobilisations vont continuer dans le public comme dans le privé (Caisse d'Epargne, Douanes...). L'Union syndicale Solidaires apporte tout son soutien aux salariés en lutte et appelle à multiplier les initiatives unitaires professionnelles et interprofessionnelles.